Prolétaires de tous les pays, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel nº 428 • déc. 2011-janv. 2012 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 $ can.

Le capitalisme est en faillite

Il faut le renverser !

Il fut un temps, pas si lointain, où les révolutionnaires ne rencontraient que scepticisme ou raillerie lorsqu'ils affirmaient que le système capitaliste allait vers la catastrophe. Aujourd'hui, ce sont les plus chauds partisans du capitalisme qui le disent : "Le chaos est là, juste devant nous" [1] (Jacques Attali, ancien collaborateur très proche du Président Mitterrand, ancien Directeur de la BERD [2] et actuellement conseiller du Président Sarkozy). "*Je crois que vous ne vous rendez pas compte que d'ici deux jours, ou une semaine, notre monde pourrait disparaître. C'est Armageddon… Nous sommes tout près d'une grande révolution sociale*" [3] (Jean-Pierre Mustier, directeur de banque, anciennement à la Société Générale). Ce n'est pas de gaieté de cœur que ces défenseurs du capitalisme admettent que leur idole est moribonde. Ils en sont évidemment désolés, d'autant plus qu'ils constatent que les solutions qu'ils envisagent pour la sauver sont irréalistes. Comme le fait remarquer la journaliste qui rapporte les propos de Jean-Pierre Mustier : "Pour les solutions, on reste un peu sur sa faim." Et pour cause !

Ce n'est certainement pas ceux qui, malgré leur lucidité sur les perspectives du capitalisme, considèrent qu'il n'y a pas d'autre système possible pour l'humanité qui peuvent proposer des solutions à la catastrophe qui s'abat aujourd'hui sur l'humanité. Car il n'y a pas de solution aux contradictions du capitalisme ***dans*** ce système. Les contradictions qu'il affronte sont insurmontables parce qu'elles ne découlent pas de sa "mauvaise gestion" par tel ou tel gouvernement ou par la "finance internationale" mais tout simplement des lois même sur lesquelles il est fondé [4]. C'est uniquement en sortant de ces lois, en remplaçant le capitalisme par une autre société, que l'humanité pourra surmonter la catastrophe dans laquelle elle s'enfonce inexorablement.

La seule solution : libérer l'humanité du joug capitaliste

Au même titre que les sociétés qui l'on précédé, l'esclavagisme et le féodalisme, le capitalisme n'est pas un système éternel. L'esclavagisme prédominait dans la société antique parce qu'il correspondait au niveau d'alors des techniques agricoles. Quand celles-ci ont évolué, exigeant une plus grande attention de la part des producteurs, la société est entrée dans une crise profonde (par exemple la décadence romaine) et il a été remplacé par le féodalisme où le serf était attaché à sa terre tout en travaillant sur celles du seigneur ou en cédant à ce dernier une partie de ses récoltes. A la fin du Moyen-Âge, ce système est devenu caduc plongeant la société dans une nouvelle crise historique. Il a été alors remplacé par le capitalisme qui n'était plus fondé sur la petite production agricole mais sur le commerce, le travail associé et la grande industrie, eux-mêmes permis par les progrès de la technologie (par exemple la machine à vapeur). Aujourd'hui, du fait de ses propres lois, le capitalisme est devenu caduc à son tour. À son tour, il doit céder la place.

Mais céder sa place à quoi ? Voilà LA question très angoissante que se posent tous ceux qui, de plus en plus nombreux, prennent conscience que le système actuel n'a plus d'avenir, qu'il emmène avec lui l'humanité dans le gouffre de la misère et de la barbarie. Ce serait se prétendre devin que de décrire dans ses moindres détails cette société future, mais une chose est certaine : elle devra en premier lieu abolir la production pour un marché et la remplacer par une production n'ayant comme seul objectif que la satisfaction des besoins humains. Aujourd'hui, nous sommes devant une véritable absurdité : dans tous les pays, l'extrême pauvreté progresse, la majorité de la population est contrainte de se priver de plus en plus, non pas parce que le système ne produit pas assez mais au contraire parce qu'il produit trop. On paye les agriculteurs pour qu'ils réduisent leur production, on ferme les entreprises, on licencie en masse les salariés, on condamne au chômage des proportions considérables de jeunes travailleurs, y compris lorsqu'ils ont fait de longues années d'études et, à côté de cela, on oblige les exploités à se serrer de plus en plus la ceinture. La misère et la pauvreté ne sont pas la conséquence d'un manque de main d'œuvre capable de produire, d'un manque de moyens de production. Elles sont les conséquences d'un mode de production qui est devenu une calamité pour l'espèce humaine. C'est seulement en rejetant radicalement la production pour le marché, en abolissant tout marché, que le système qui doit succéder au capitalisme pourra réaliser la devise : "*De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins*".

Mais comment parvenir à une telle société ? Quelle force dans le monde est capable de prendre en charge un tel bouleversement de toute la vie de l'humanité ?

Il est clair qu'un tel bouleversement ne peut venir des capitalistes eux-mêmes ni des gouvernements existants qui TOUS, quelle que soit leur couleur politique, défendent le système et les privilèges qu'il leur procure. Seule la classe exploitée du capitalisme, la classe des travailleurs salariés, le prolétariat, peut mener à bien un tel bouleversement. Cette classe n'est pas la seule subissant la misère, l'exploitation et l'oppression. Il est de par le monde des multitudes de petits paysans pauvres qui eux aussi sont exploités et vivent dans une misère souvent bien plus cruelle que celle des ouvriers de leur pays. Mais leur place dans la société ne leur permet pas de prendre en charge l'édification de la nouvelle société, même s'ils seraient évidemment intéressés eux aussi par un tel bouleversement. De plus en plus ruinés par le système capitaliste, ces petits producteurs aspirent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire, à revenir au temps béni où ils pouvaient vivre de leur travail, où les grandes compagnies agro-alimentaires ne leur retiraient pas le pain de la bouche. Il en est autrement des producteurs salariés du capitalisme moderne. Ce qui est à la base de leur exploitation et de leur misère, c'est le salariat, c'est le fait que les moyens de production soient entre les mains de la classe capitaliste (sous forme de capitaux privés ou de capitaux d'État) et que le seul moyen de gagner leur pain et leur toit est de vendre leur force de travail aux détenteurs du capital. Ainsi, l'abolition de leur exploitation passe par l'élimination du salariat, c'est-à-dire l'achat et la vente de la force de travail. En d'autres termes, l'aspiration profonde de la classe des

(suite page 2)

1) *Le Journal du dimanche* du 27/11/2011

2) Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

3) http://www.challenges.fr/finance-et-marche/20111205.CHA7793/quand-l-ex-patron-de-jerome-kerviel-prevoit-l-apocalypse.html

4) Lire notre article page 3, "*La crise de la dette : Pourquoi ?*" qui analyse ces lois et souligne les véritables racines de la crise historique du système capitaliste.

La bourgeoisie est divisée face à la crise mais unie face au prolétariat !

L'économie mondiale connaît une débâcle que la classe dominante parvient de plus en plus difficilement à masquer. Les différents sommets internationaux à répétition censés chaque fois "sauver le monde", des G20 aux multiples rencontres franco-allemandes, ne font en effet que révéler toujours un peu plus l'impuissance de la bourgeoisie à ranimer son système. Le capitalisme est dans une impasse. Et cette absence totale de solution et de perspective est en train de raviver les tensions entre les nations ainsi qu'entre les cliques bourgeoises à l'intérieur de chaque pays, et de rendre de plus en plus instables les gouvernements. Des crises politiques sérieuses ont ainsi déjà éclaté :

• **Au Portugal,** le 23 mars dernier, le Premier ministre portugais, José Socrates, démissionnait devant le refus de l'opposition de voter un quatrième plan d'austérité afin d'éviter un nouvel appel à l'aide financière de l'Union européenne et du Fonds monétaire ;

• **En Espagne**, au mois d'avril, le Premier ministre José Luis Zapatero a dû annoncer par avance qu'il ne se représenterait pas en 2012, pour faire adopter son plan d'austérité ; mais ce plan d'austérité et les attaques très rudes contre les retraites, a été payé par la lourde défaite du PSOE aux législatives du 20 novembre, entraînant l'accession au pouvoir d'un nouveau gouvernement de droite conduit par Mariano Rajoy ;

• **En Slovaquie,** la Première ministre Iveta Radicova a été contrainte de saborder son gouvernement début octobre pour obtenir le feu vert du parlement à l'adoption d'un plan de secours pour la Grèce ;

• **En Grèce,** après l'annonce-surprise le 1er novembre, juste au lendemain du Sommet européen du 26 octobre, d'un projet de référendum qui a suscité un affolement et un gigantesque tollé des autres puissances européennes, Georges Papandréou a dû rapidement y renoncer sous la pression internationale et s'étant vu contesté, désavoué et mis en minorité dans son propre parti, le PASOK. Il s'est alors résigné à démissionner le 9 novembre et à passer la main à l'équipe Papademos ;

• **En Italie,** c'est le lâchage par ses pairs européens mais aussi par tous les acteurs du marché mondial, parce qu'il était jugé incapable de faire passer les mesures drastiques qui s'imposaient, qui ont poussé le très contesté président du conseil Silvio Berlusconi à se démettre de ses fonctions le 13 novembre alors que ni la rue ni les scandales à répétition n'avaient réussi à le faire tomber ;

• **Aux Etats-Unis**, la bourgeoisie américaine se déchire autour de la question du relèvement du plafond de la dette. Cet été, un accord bancal et éphémère a été trouvé *in extremis*. Et cette même question risque à nouveau de faire des ravages d'ici quelques semaines ou quelques mois. De même, l'incapacité d'Obama de prendre de réelles décisions, la division au sein du camp démocrate, la véhémence du Parti républicain, la montée en puissance de l'obscurantiste Tea Party… montrent à quel point la crise économique sape la cohésion de la bourgeoisie la plus puissante au monde.

Quelles sont les causes de ces divisions et de cette instabilité croissante ?

Ces difficultés ont trois racines qui s'entremêlent :

1. La crise économique aiguise les appétits de chaque bourgeoisie nationale et de chaque clique. Pour prendre une image, le gâteau à se partager devient de plus en plus petit et la guerre pour arracher sa part de plus en plus haineuse. Par exemple, en France, les règlements de compte entre les différents partis et parfois au sein même de ces partis, à coups d'affaires de mœurs, de scandales financiers, de révélations de corruption et de procès retentissants, relèvent pleinement de cette compétition sans foi ni loi pour le pouvoir et les avantages qui en découlent. De même, les "divergences partielles de point de vue" (autrement dit, une fois le langage diplomatique décrypté, "l'affrontement ouvert de positions inconciliables") qui s'expriment dans

(suite page 2)

M 02485 - 428 - F: 1,30 €

Dans ce numéro

Au poison nationaliste, opposons l'internationalisme prolétarien !

La petite phrase de Montebourg sur l'Allemagne qui mènerait une politique "à la Bismarck" "pour imposer sa domination", a fait couler pas mal d'encre et de pixels dans le monde des médias et des partis de tous poils. Chacun s'est renvoyé la balle de la "germanophobie", Sarkozy surfant sur ce thème pour tacler une gauche qui n'a pas manqué de rappeler les propos de Sarkozy en 2007 déclarant, entre autres allusions anti-allemandes, que ce n'était pas la France qui avait "inventé la solution finale"…

Il n'y a d'ailleurs pas que la classe politique française qui exploite ce filon face à l'importance grandissante mais incontournable de l'Allemagne dans la tourmente économique actuelle en Europe. En Grande-Bretagne ou en Grèce aussi, certaines réactions sont vives. L'ultra-conservateur britannique Nigel Farage a ainsi lancé devant le parlement européen mi-novembre : *"Nous vivons aujourd'hui dans une Europe dominée par l'Allemagne, soit précisément la situation que le projet européen était censé empêcher."* Ou encore le *Daily Mail* qui titrait déjà au mois d'août un article : *"La montée du IVe Reich, comment l'Allemagne se sert de la crise financière pour conquérir l'Europe"*. Tandis que la presse grecque qualifie carrément de "nouveaux QG de la Gestapo" les bureaux du responsable allemand de la "task force" économique de l'Union européenne à Athènes. Rien que ça ! De son côté, l'Allemagne n'a cessé de monter son opinion publique contre les Grecs accusés d'être des profiteurs, des tricheurs et des parasites tondant la laine sur le dos de la communauté européenne et du bon peuple allemand en particulier qui devait aujourd'hui se saigner aux quatre veines pour leur venir en aide.

Dans toutes les bourgeoisies nationales, chaque fraction tente de dévoyer la montée de la colère ou du mécontentement contre les plans d'austérité en essayant de rejeter la responsabilité de l'aggravation de la crise sur les autres.

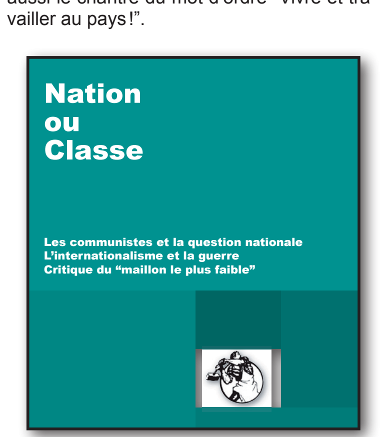
Bref, chacun essaie de nous dresser les uns contre les autres tout en vantant et en exaltant les "valeurs du nationalisme". Par exemple, en France, à travers la campagne électorale, on a assisté récemment à une véritable surenchère pour tenter de répandre et d'inoculer dans les têtes le poison du nationalisme. Cela va du candidat socialiste à la présidence de la république François Hollande, en visite dans l'usine Alstom du Creusot exhortant au "patriotisme industriel" devant un parterre d'ouvriers jusqu'au candidat "centriste" Bayrou reprenant à son compte le slogan "achetez français !" mis à la mode par le très stalinien Georges Marchais dans les années 1980 [1]. De quoi tenir la dragée haute à la candidate du Front national, Marine Le Pen !

En fait, ce qui s'exprime ici et là, c'est le nationalisme inhérent au système capitaliste lui-même, celle d'une société fondée sur la concurrence la plus acharnée, qui n'a eu de cesse d'instiller massivement dans le cerveau des populations "nationales" le patriotisme, le chauvinisme, la défense de "son" pays, "l'intérêt national". Les grands discours sur la "solidarité entre les peuples" ou sur "l'unité européenne" tenus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'ont toujours été que pure hypocrisie. Chaque bourgeoisie nationale ne défend toujours que ses intérêts contre toutes les autres Etats et au détriment de l'intérêt général de l'humanité dont elle n'a que faire.

Ce monde divisé en nations concurrentes, et se livrant une lutte à mort, n'est pas le nôtre ! C'est le leur ! Nous, prolétaires, n'avons aucun intérêt particulier, ni national à défendre. Partout, nous subissons la même exploitation, les mêmes attaques, la même crise capitaliste. Partout nous devons mener la même lutte, massive, unie et solidaire, par-delà les frontières. D'ailleurs, de l'Egypte à l'Espagne, d'Israël aux Etats-Unis les derniers mouvements de contestation vibrent clairement de cette fibre internationaliste de notre classe. Les prolétaires n'on pas de patrie, ils ont un monde à gagner ! *"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"*

Wilma (9 décembre)

1) Il s'agissait plus exactement de « Produire et acheter français ! ». Mais le PCF et la CGT n'en avaient pas l'exclusivité puisqu'à la même époque, le syndicat CFDT se faisaient aussi le chantre du mot d'ordre "Vivre et travailler au pays !".



suite de la page 1

La bourgeoisie est divisée face à la crise mais unie face au prolétariat !

les grands sommets sont le fruit de la lutte à mort au sein du marché économique mondial en crise.

2. La bourgeoisie n'a aucune réelle solution pour enrayer la dégringolade de l'économie mondiale. Chaque fraction, de gauche ou de droite, ne peut donc proposer que des mesures vaines et irréalistes. Or, chacune de ses fractions ne voit pas l'inefficacité de ses propositions mais a pleinement conscience de l'impuissance de la politique de la fraction adverse. Chaque fraction sait que la politique de l'autre mène droit dans le mur. Voilà ce qui explique fondamentalement le blocage des décisions concernant l'élévation du plafond de la dette aux Etats-Unis : les démocrates savent que les options républicaines mènent le pays à la déroute… et réciproquement !

C'est pourquoi les appels lancés un peu partout, de la Grèce à l'Italie, de la Hongrie aux Etats-Unis, à "l'union nationale" et aux sens des responsabilités de tous les partis sont tous désespérés et illusoires. En réalité, face au bateau qui menace de sombrer, c'est plus que jamais le "sauve qui peut" qui prévaut dans la classe dominante, où chacun ne cherche avant tout qu'à sauver sa peau aux dépens des autres.

3. Mais toutes ces divisions n'expliquent pas elles seules l'instabilité actuelle des gouvernements. La colère des exploités ne cesse de croître face aux plans d'austérité successifs et les partis au pouvoir sont aujourd'hui totalement discrédités. Les oppositions, qu'elles soient de droite ou de gauche et même si elles n'ont aucune autre politique à proposer, se retrouvent donc les unes après les autres à leur tour au pouvoir lors de chaque élection. Et quand les échéances électorales sont trop lointaines, elles sont artificiellement précipitées par la démission du Président ou Premier ministre en place. C'est exactement ce qui s'est passé à maintes reprises ces derniers mois en Europe. En Grèce, si un référendum a été momentanément proposé, c'est parce que Papandréou et ses acolytes se sont faits éjecter du cortège de la fête nationale (le 28 octobre) à Thessalonique par une foule en colère !

En Grèce, ou en Italie avec le gouvernement Mario Monti, le discrédit des politiques est tel que les nouvelles équipes au pouvoir ont dû être présentées comme des "technocrates", même si ces nouveaux représentants du pouvoir sont en réalité autant des "politiques" que leurs prédécesseurs (ils occupaient d'ailleurs déjà auparavant des postes importants au sein des gouvernements précédents !). Cela donne une indication du niveau de discrédit envers la classe politique dans son ensemble. Nulle part pour les populations et les exploités, il ne s'agit d'adhésion aux nouveaux gouvernants mais d'un simple rejet des gouvernants en place. Cela s'est vérifié à travers un taux d'abstention record atteint en Espagne qui est passé de 26 % à 53 % de la population en âge de voter en 2011... En France d'ailleurs, les sondages montrent que 47 % des électeurs n'ont pas l'intention de choisir entre les deux grands favoris au second tour des présidentielles de mai 2012 et se prononcent pour un "ni Sarkozy, ni Hollande" [1].

A la Droite comme à la Gauche, opposons la lutte de classe !

Il est donc de plus en plus flagrant pour tous que les changements de gouvernants ne changent rien aux attaques, que toutes les divisions qui traversent le camp de la bourgeoisie ne changent rien à son unanimité pour mener des plans d'austérité drastiques contre les exploités. Preuve en est, il y a peu encore, les périodes électorales et leurs lendemains étaient synonymes d'un relatif calme social. Aujourd'hui, il n'y a plus de "trêve des confiseurs". En Grèce, il y a déjà eu une nouvelle grève générale et des nouvelles manifestations dès le 1er décembre. Au Portugal, le 24 novembre, avec la plus grande mobilisation dans l'ensemble du pays depuis 1975, de nombreux secteurs (écoles, bureaux de postes, agences bancaires et services hospitaliers) ont été fermés tandis que le métro de Lisbonne a été paralysé, les principaux aéroports fortement perturbés et les services de voirie n'ont pas été assurés. En Grande-Bretagne s'est déroulée le 30 novembre, les grèves les plus suivies et les manifestations les plus massives de tout le secteur public depuis janvier 1979 (près de 2 millions de personnes). En Belgique, le 2 décembre, les syndicats ont lancé une grève de 24 heures assez largement suivie contre les mesures d'austérité annoncées par le futur gouvernement Di Rupo, péniblement formé après 540 jours où le pays est resté officiellement "sans gouvernement". Et la crise politique n'est pas près de s'achever car aucune des sources de tensions entre les différents partis bourgeois n'a été résorbée. En Italie, le 5 décembre, dès l'annonce du plan d'austérité draconien, les syndicats modérés UIL et CISL ont été contraints d'appeler… à une dérisoire grève symbolique… de 2 heures le 12 décembre.

Seule cette voie, celle de la lutte dans la rue, classe contre classe, peut effectivement s'opposer aux politiques drastiques qui attaquent nos conditions de vie. D'ailleurs, en France, alors que c'est une droite prétentieuse et arrogante symbolisée par son infatué président Sarkozy qui détient les rênes du gouvernement, la bourgeoisie nationale est en partie paralysée face à ce risque de "lutte de classe". Sous la menace directe d'une dégradation de sa note économique qui est sa hantise et qui lui ferait perdre son statut de *leadership* en Europe aux côtés de l'Allemagne, ce gouvernement vient pourtant d'adopter un nouveau plan d'austérité bien loin d'être au niveau des autres Etats. Un exemple significatif est l'attaque sur les congés-maladie qui en constitue le volet le plus rude : le gouvernement a dû manœuvrer pour ne pas avoir l'air de mener une attaque trop frontale. Après avoir annoncé un jour de non paiement supplémentaire sur les salaires pour tous les travailleurs en cas d'arrêt maladie, elle a fait mine de lâcher du lest pour le secteur privé (où la règle était déjà de 3 jours de retenue sur salaire) et n'a maintenu la déduction d'une journée de carence que pour le secteur public (qui n'en avait aucune jusqu'à lors). Cela démontre que la bourgeoisie française, plus que tout autre, n'ose pas frapper aussi fort qu'ailleurs, en fonction de sa crainte de mobilisations prolétariennes d'envergure dans un pays qui a déjà historiquement été le détonateur d'explosions sociales en Europe en 1789, 1848, 1871 et 1968. Et le mouvement de la jeunesse précarisée en 2006, contre le CPE, face à laquelle le gouvernement français a dû reculer, à constitué une très efficace piqûre de rappel.

L'ensemble de cette situation inaugure une ère d'instabilité de plus en plus grande où les gouvernements ne peuvent que se décrédibiliser de plus en plus vite à cause des attaques à mener. Et dans ces crises politiques, derrière de précaires accords de façade ou des tentatives de replâtrage pour parer aux plus pressé, le "chacun pour soi", les tensions et le déchirement entre fractions rivales comme entre pays concurrents ne peuvent que s'accentuer.

Nous, par contre, prolétaires en activité ou au chômage, à la retraite ou en formation, devons défendre partout les mêmes intérêts face aux mêmes attaques. A la différence de notre ennemi de classe qui s'entredéchire face à la crise, poussée par l'aiguillon de la concurrence, cette situation nous pousse, nous, les exploités, à riposter de manière de plus en plus massive, unie et solidaire !

WP (8 décembre)

1) Source : http://www.lexpress.fr/actualites/1/politique/presidentielle-ni-hollande-ni-sarkozy-pour-47-des-francais-selon-un-sondage_1056443.html

suite de la page 1

Le capitalisme est en faillite Il faut le renverser !

producteurs salariés, même si la majorité de ses membres n'en a pas encore conscience, est d'abolir la séparation entre producteurs et moyens de production qui caractérise le capitalisme et d'abolir les rapports marchands à travers lesquels ils sont exploités et qui justifient en permanence les attaques contre leur revenu puisque, comme dit le patron (et tous les gouvernements), "il faut être compétitif". Il s'agit donc pour le prolétariat d'exproprier les capitalistes, de prendre en main collectivement l'ensemble de la production mondiale afin d'en faire un moyen de satisfaire réellement les besoins de l'espèce humaine. Cette révolution, puisque c'est de cela qu'il s'agit, va se heurter nécessairement à tous les organes que s'est donné le capitalisme pour établir et préserver sa domination sur la société, en premier lieu ses États, ses forces de répression mais aussi tout l'appareil idéologique destiné à convaincre les exploités, jour après jour, qu'il n'y a pas d'autre système possible que le capitalisme. La classe dominante est bien décidée à empêcher par tous les moyens la "grande révolution sociale" qui hante le banquier que nous avons cité plus haut et beaucoup de ses pairs.

La tâche sera donc immense. Les luttes qui se sont déjà engagées contre l'aggravation de la misère dans des pays comme la Grèce et l'Espagne [5] ne sont ainsi qu'une première étape, nécessaire, des préparatifs du prolétariat pour renverser le capitalisme. C'est dans ces luttes, dans la solidarité et l'union qu'elles permettent de développer, c'est dans la prise de conscience qu'elles favoriseront de la nécessité et de la possibilité de renverser un système dont la faillite sera tous les jours plus évidente, que les exploités forgeront les armes nécessaires à l'abolition du capitalisme et à l'instauration d'une société enfin libérée de l'exploitation, de la misère, des famines et des guerres.

Le chemin est long et difficile mais il n'y en a pas d'autre. La catastrophe économique qui se profile, et qui suscite tant d'inquiétude dans les milieux de la bourgeoisie, va signifier pour l'ensemble des exploités de la terre une aggravation terrible de leurs conditions d'existence. Mais elle permettra aussi qu'ils s'engagent sur ce chemin, celui de la révolution et de la libération de l'humanité.

Fabienne (7 décembre)

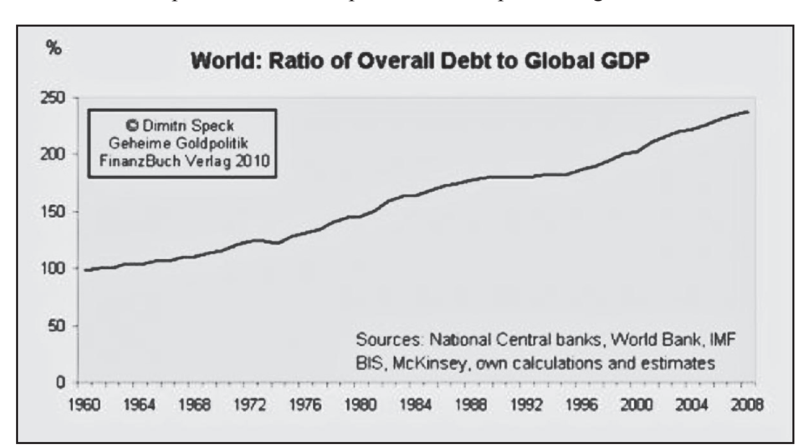
5) Lire notre article page 4 : "A propos de la mobilisation en Espagne : un pas vers l'internationalisme".

La “crise de la dette” : pourquoi ?

L’économie mondiale semble au bord du gouffre. La menace d’une grande dépression, bien pire que celle de 1929, se fait de plus en plus pressante, voire oppressante. Des banques, des entreprises, des communes, des régions, même des Etats sont aujourd’hui poussés vers la faillite, la banqueroute. Les médias ne parlent d’ailleurs plus que de ça, de ce qu’ils nomment “la crise de la dette”.

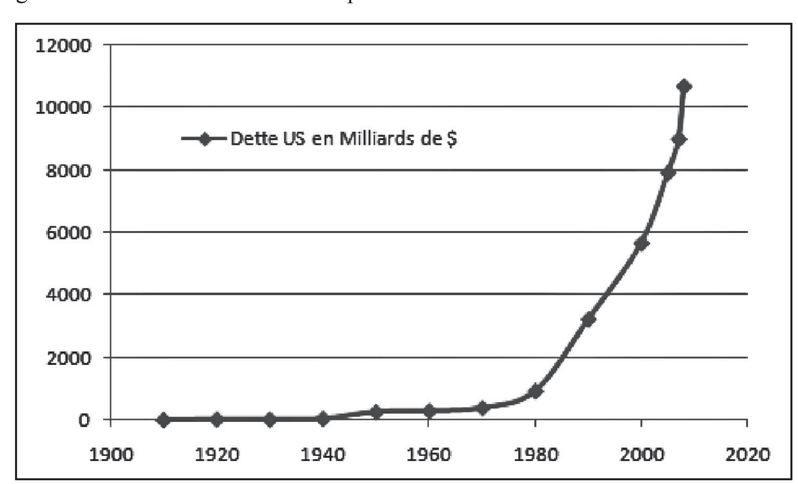
Quand le capitalisme se heurte au mur de la dette

Le graphique ci-dessous représente l’évolution de la dette mondiale [1] de 1960 à nos jours. Cette dette est exprimée en pourcentage du PIB mondial.



Selon ce graphique, en 1960, la dette était égale au PIB (100%). En 2008, elle lui est 2,5 fois supérieure (250%). Autrement dit, aujourd’hui, un remboursement intégral des dettes mondiales contractées depuis 1960 engloutirait la totalité des richesses produites en un an et demi par l’économie mondiale!

Cette évolution est spectaculaire au sein des pays dits “développés”, comme l’illustre le graphique suivant qui représente la dette publique des Etats-Unis.



Ces dernières années, l’accumulation des dettes publiques est telle que la courbe de leur évolution, visible sur le graphique précédent, est à la verticale! C’est ce que les économistes appellent le “mur de la dette”. Et c’est ce mur que le capitalisme vient de percuter de plein fouet.

La dette, produit du déclin du capitalisme

Il était facile de voir que l’économie mondiale allait finir par heurter ce mur, c’était une évidence. Alors pourquoi tous les gouvernements de la planète, qu’ils soient de gauche ou de droite, d’extrême-gauche ou d’extrême-droite, prétendument “libéraux” ou “étatistes”, n’ont fait que faciliter le crédit, creuser les déficits, agir activement en faveur de l’augmentation des dettes des Etats, des entreprises et des ménages, depuis plus d’un demi-siècle? La réponse est simple : ils n’avaient pas le choix. S’ils n’avaient pas agi ainsi, l’effroyable récession, dans laquelle nous entrons aujourd’hui, aurait commencé dès les années 1960. En vérité, cela fait des décennies que le capitalisme vit, ou plutôt survit, à crédit. Pour comprendre l’origine de ce phénomène, il faut percer, comme le disait Marx, “le grand secret de la société moderne : la fabrication de plus-value”. Ici, un petit détour théorique s’impose donc.

Le capitalisme porte en lui, depuis toujours, une sorte de maladie congénitale : il produit une toxine en abondance que son organisme n’arrive pas à éliminer, la surproduction. Il fabrique plus de marchandises que son marché ne peut en absorber. Pourquoi? Prenons un exemple uniquement didactique : un ouvrier travaillant sur une chaîne de montage ou derrière un micro-ordinateur et qui, à la fin du mois, est payé 800 euros. En fait, il a produit non pas l’équivalent de 800 euros, ce qu’il reçoit, mais la valeur de 1600 euros. Il a effectué un travail non payé ou, autrement dit, une plus-value. Que fait le capitaliste des 800 euros qu’il a volés à l’ouvrier (à condition qu’il soit parvenu à vendre la marchandise)? Il en affecte une partie à sa consommation personnelle, admettons 150 euros. Les 650 euros restants, il les réinvestit dans le capital de son entreprise, le plus souvent sous forme d’achat de machines plus modernes, etc. Mais pourquoi le capitaliste procède-t-il ainsi? Parce qu’il y est économiquement contraint. Le capitalisme est un système concurrentiel, il faut vendre les produits moins chers que le voisin qui fabrique le même type de produits. En conséquence, le patron doit non seulement baisser ses coûts de production, c’est-à-dire les salaires, mais encore utiliser une part croissante du travail non payé à l’ouvrier pour le réinvestir prioritairement dans des machines plus performantes, afin d’augmenter la productivité. S’il ne le fait pas, il ne peut pas se moderniser, et, tôt ou tard, son concurrent, qui, lui, le fera, vendra moins cher et remportera le marché. Le système capitaliste est ainsi affecté par un phénomène contradictoire : en ne rétribuant pas les ouvriers à l’équivalent de ce qu’ils ont effectivement fourni comme travail et en contraignant les patrons à renoncer à consommer une grande part du profit ainsi extorqué, le système produit plus de valeur qu’il ne peut en distribuer. Jamais ni les ouvriers ni les capitalistes réunis ne pourront donc à eux seuls absorber toutes les marchandises produites. Le capitalisme doit de ce fait vendre ce surplus de marchandises en dehors de la sphère de sa production, à des marchés non encore conquis par les rapports de production capitalistes, ce qu’on appelle les marchés extra-capitalistes. S’il n’y parvient pas, c’est la crise de surproduction.

Se trouve ici résumée en quelques lignes une partie des conclusions auxquelles mènent les travaux de Karl Marx dans *le Capital* et de Rosa Luxemburg dans *l’Accumulation du capital*. Pour être plus succinct encore, voici synthétisée cette théorie de la surproduction en quelques points :

• Le Capital exploite ses ouvriers (autrement dit leurs salaires sont moins importants que la valeur réelle qu’ils créent par leur travail).

• Le Capital peut ainsi vendre ses marchandises avec profit, à un prix qui, au-delà du salaire de l’ouvrier et la plus-value, inclura également l’amortissement des moyens de production. Mais la question est : à qui?

• Evidemment, les ouvriers achètent ces marchandises… à la hauteur de leurs salaires. Il en reste donc une bonne partie encore à vendre. Sa valeur est équivalente à celle du travail des ouvriers qui ne leur a pas été payée. Elle seule a ce pouvoir magique pour le Capital de générer du profit.

• Les capitalistes eux aussi consomment… et ils ne sont d’ailleurs en général pas trop malheureux. Mais ils ne peuvent pas à eux seuls acheter toutes les marchandises porteuses de plus-value. Cela n’aurait d’ailleurs aucun sens. Le Capital ne peut s’acheter à lui-même, pour faire du profit, ses propres marchandises; ce serait comme s’il prenait l’argent de sa poche gauche pour le mettre dans sa poche droite. Personne ne s’enrichit ainsi, les pauvres vous le diront.

• Pour accumuler, se développer, le Capital doit donc trouver des acheteurs autres que les ouvriers et les capitalistes. Autrement dit, il doit impérativement trouver des débouchés en-dehors de son système, sous peine de se retrouver avec des marchandises invendables sur les bras et qui viennent engorger le marché : c’est alors la “crise de surproduction” !

Cette “contradiction interne” (cette tendance naturelle à la surproduction et cette obligation à trouver sans cesse des débouchés extérieurs) est l’une des racines de l’incroyable dynamisme de ce système des premiers temps de son existence. Dès sa naissance au cours du XVIe siècle, le capitalisme a dû lier commerce avec toutes les sphères économiques qui l’entouraient : les anciennes classes dominantes, les paysans et les artisans du monde entier. Aux XVIIIe et XIXe siècles, les principales puissances capitalistes se livrent ainsi à une véritable course à la conquête du monde ; elles se partagent progressivement la planète en colonies et forment de véritables empires. De temps à autre, elles se retrouvent à convoiter un même territoire. Le moins puissant doit alors s’incliner et aller trouver un autre coin de terre où forcer la population à acheter ses marchandises. C’est ainsi que les économies archaïques sont transformées et intégrées peu à peu au capitalisme. Non seulement les économies des colonies deviennent de moins en moins susceptibles de représenter des débouchés pour les marchandises d’Europe et des Etats-Unis mais, à leur tour, elles génèrent même une surproduction.

Cette dynamique du Capital aux XVIIIe et XIXe siècles, cette alternance de crises de surproduction et de longues périodes de prospérité et d’expansion, ainsi que cette progression inexorable du capitalisme vers son déclin, Marx et Engels l’ont magistralement décrit **:** “*Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s’abat sur la société, l’épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu’une famine, une guerre d’extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l’industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d’industrie, trop de commerce*” [2].

• A cette époque néanmoins, parce que le capitalisme était en pleine croissance, qu’il pouvait justement conquérir de nouveaux territoires, chaque crise laissait ensuite la place à une nouvelle période de prospérité. *“Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe. Partout elle doit s’incruster, partout il lui faut bâtir, partout elle établit des relations... Le bas prix de ses marchandises est la grosse artillerie avec laquelle elle démolit toutes les murailles de Chine et obtient la capitulation des barbares les plus opiniâtrement xénophobes. Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, d’adopter le mode de production bourgeois ; elle les contraint d’importer chez elles ce qui s’appelle la civilisation, autrement dit : elle fait des nations de bourgeois.* ***En un mot, elle crée un monde à son image***... » [3].

• Mais déjà, à ce moment-là, Marx et Engels percevaient dans ces crises périodiques quelque chose de plus qu’un simple cycle éternel qui déboucherait toujours sur la prospérité. Ils y voyaient l’expression des contradictions profondes qui minent le capitalisme. En *“s’emparant de marchés nouveaux,* [la bourgeoisie] *prépare des crises plus générales et plus profondes, tout en réduisant les moyens de les prévenir”* [4]. Ou encore : *“C’est que la masse des produits et donc le besoin de débouchés s’accroît, alors que le marché mondial se rétrécit ; c’est que chaque crise soumet au monde commercial un marché non encore conquis ou peu exploité et* ***restreint ainsi les débouchés***” [5].

Or, notre planète n’est qu’une petite boule ronde.

Au début du XXe siècle, tous les territoires sont conquis, les grandes nations historiques du capitalisme se sont partagé le globe. Dès lors, il n’est plus question pour elles de nouvelles découvertes mais de prendre, par la force armée, les territoires dominés par les nations concurrentes. Il ne s’agit plus pour elles de faire la course en Afrique, en Asie ou en Amérique, mais de se livrer une guerre impitoyable pour défendre leurs aires d’influence et s’emparer, à la force des canons, de celles de leurs concurrents impérialistes. Il s’agit ici d’une véritable question de survie pour les nations capitalistes. Ce n’est donc pas un hasard si c’est l’Allemagne qui, n’ayant que très peu de colonies et étant dépendante du bon vouloir de l’Empire britannique pour commercer sur ses terres (dépendance insoutenable pour une bourgeoisie nationale), déclenche en 1914 la Première Guerre mondiale. L’Allemagne se montre ainsi la plus agressive en raison de cette nécessité que formulera explicitement plus tard Hitler dans la marche vers la Seconde Guerre mondiale : “Exporter ou mourir”. Dès lors, le capitalisme, après quatre siècles d’expansion, devient un système décadent. L’horreur des deux guerres mondiales et la Grande Dépression des années 1930 en seront des preuves dramatiques irréfutables. Pourtant, même après avoir épuisé dans les années 1950 les marchés extra-capitalistes qui subsistaient encore, le capitalisme n’a pas sombré dans une crise de surproduction mortelle. Après plus de cent années de lente agonie, ce système est toujours debout, titubant, mal en point, mais debout. Comment fait-il pour survivre ? Pourquoi son organisme n’est-il pas encore totalement paralysé par la toxine de la surproduction ? C’est ici que le recours à l’endettement entre en jeu. L’économie mondiale est parvenue à éviter un effondrement fracassant en recourant de plus en plus massivement à la dette. Il a su ainsi créer un marché artificiel. Ces quarante dernières années se résument à une série de récessions et de relances financées à coups de crédit. Et il ne s’agit pas là de soutenir seulement la “consommation des ménages” par le biais d’aides étatiques… Non, les Etats se sont aussi endettés pour maintenir artificiellement la compétitivité de leur économie face aux autres nations (en finançant directement un investissement infrastructurel, en prêtant aux banques à des taux le plus bas possible pour qu’elles puissent à leur tour prêter aux entreprises et aux ménages…). Les vannes du crédit ayant été toutes grandes ouvertes, l’argent a coulé à flots et, peu à peu, tous les secteurs de l’économie se sont retrouvés en situation classique de surendettement : chaque jour, de plus en plus de nouvelles dettes ont dû être contractées pour rembourser les dettes d’hier. Cette dynamique menait forcément à une impasse. Le capitalisme mondial est aujourd’hui au fond de cette impasse, nez à nez avec le “mur de la dette”.

La “crise de la dette” est au capitalisme ce que “l’overdose” de morphine est au mourant

Pour prendre une image, la dette est au capitalisme ce que la morphine est au malade condamné. En y recourant, le souffrant surpasse momentanément ses crises, se calme et s’apaise. Mais peu à peu, la dépendance à ces doses quotidiennes augmente. Le produit, dans un premier temps salvateur, devient à son tour nocif… jusqu’à l’overdose!

La dette mondiale est un symptôme du déclin historique du capitalisme. L’économie mondiale a survécu sous perfusion de crédits depuis les années 1960, mais aujourd’hui les dettes sont partout dans l’organisme, elles saturent le moindre organe, la moindre cellule du système. De plus en plus de banques, d’entreprises, de communes, d’Etats sont et seront en cessation de paiement, incapables de rembourser les traites de leurs prêts.

L’été 2007 a ainsi ouvert un nouveau chapitre au sein de l’histoire de la décadence du capitalisme qui a débuté en 1914 avec la Première Guerre mondiale. La capacité de la bourgeoisie à ralentir le développement de la crise par un recours de plus en plus massif au crédit a pris fin. Dorénavant, les secousses vont se succéder sans qu’il n’y ait entre elles ni répit ni véritable relance. La bourgeoisie sera incapable de trouver une solution réelle et durable à cette crise, non pas parce qu’elle serait devenue soudainement incompétente mais parce que c’est un problème qui n’a pas de solution. La crise du capitalisme ne peut pas être résolue par le capitalisme. Car, comme nous venons d’essayer de le démontrer, le problème, c’est le capitalisme, le système capitaliste comme un tout. Et ce système est aujourd’hui en faillite.

Pawel (26 novembre)

1) Il s’agit de la dette totale mondiale, c’est-à-dire de la dette des ménages, des entreprises et des Etats de tous les pays.

2) *Le Manifeste communiste* de 1848.
3) *Idem.*
4) *Idem.*
5) *Travail salarié et Capital.*

A propos de la mobilisation du 15 octobre en Espagne

Un pas vers l'internationalisme

Nous publions ci-dessous de longs extraits d'un communiqué de nos camarades d'Acción Proletaria, envoyé initialement à toutes les sections du CCI pour nous informer du déroulement de la journée de mobilisation du 15 octobre. Il y apparaît clairement que la conscience ouvrière continue lentement mais sûrement à se développer. La colère, la combativité, la solidarité, le besoin d'unité dans la lutte, l'auto-organisation des assemblées générales, la prise en main de la nécessaire extension de la lutte… sont autant d'éléments de plus en plus présents dans les mouvements sociaux qui régulièrement animent les rues et lieux de travail espagnols. Mais il y a bien plus significatif encore quant à la profondeur de la réflexion de notre classe. Il est de plus en plus fréquent de lire des slogans sur les pancartes des manifestants ou d'entendre des interventions dans les débats affirmant la faillite mondiale du système capitaliste, la nécessité de trouver des solutions à l'échelle internationale, l'idée que les exploités mènent la même lutte face au même ennemi dans tous les pays. L'internationalisme prolétarien n'est pour l'instant encore qu'un vague sentiment mais, indéniablement, il a fait un nouveau petit pas en avant.

Le 15 octobre (15-O), il y avait un appel à une Journée mondiale de mobilisation pour "un changement global". Des mobilisations étaient prévues dans 900 villes de 82 pays. En Espagne, il y a eu des manifestations dans près de 70 villes. Nous verrons plus loin leurs répercussions dans ce pays mais aussi au niveau mondial. En premier lieu, il est important de remarquer que la participation en Espagne a été plus forte que pour le mouvement du 19 juillet (19-J). A Madrid, environ 200 000 personnes, à Barcelone 300 000, à Valence 70 000, à Séville et Saragosse 45 000, Grenade 20 000…

Pour ceux qui ont pu participer au mouvement, cela a été vécu dans la même ambiance que celle du 19-J : disponibilité pour la communication, multitude de pancartes et d'affichettes portées à bout de bras, ambiance joyeuse, solidarité… La révolte contre les violentes coupes sociales décidées par les gouvernements régionaux et des appels à la grève générale, mais sans les syndicats, étaient très présents. À Bilbao, les manifestants ont convaincu des ménagères et des passants de se joindre au défilé au moment où celui-ci passait dans la zone commerciale de la Gran Vía. À Madrid, Saragosse et Barcelone, il y avait des manifestations qui partaient de banlieues ouvrières et qui marchaient en récupérant les gens de différents quartiers. À Barcelone, une de ces colonnes est passée devant un hôpital en grève occupé où une courte assemblée improvisée s'est déroulée. Dans d'autres cas, ces colonnes saluaient ceux qui occupaient des centres de santé ou des hôpitaux. Au moment où la manif de Barcelone est arrivée à l'Arc de Triomphe, une partie du cortège s'est écartée pour exprimer sa solidarité avec les travailleurs de l'Hôpital del Mar en lutte. Dans les Asturies, la présence de Llamazares, député d'IU (Gauche unie, autour du PC) fut très critiquée. Un manifestant déclarait : *"Ceux qui sont la cause de l'indignation ne peuvent pas maintenant se trouver aux cotés des indignés. La solution était dans la rue, et elle est toujours dans la rue, c'est bien pour cela que le 15-M* (15 mai) *a commencé avec le slogan : 'ils ne nous représentent pas'"*.

Une fois encore les cris, les slogans, les affiches, ont démontré la créativité dont le mouvement est capable. Au désormais classique *"On l'appelle démocratie mais ce n'en est pas une"*, s'est ajouté dans beaucoup d'endroits : *"C'est une dictature mais on ne la voit pas"*. Bien d'autres slogans chargés de sens ont fait leur apparition. Voici quelques uns des plus significatifs :

- "Coupes sociales : voilà le terrorisme !"
- "Les Commissions ouvrières et l'UGT au service du pouvoir"
- "Non aux syndicats, oui aux assemblées !"
- "Ce mouvement n'a pas de frontières !"
- "Peuples du monde, unissez-vous !"
- "Nous ne sommes ni de droite ni de gauche, nous sommes ceux d'en bas contre ceux d'en haut !"
- "Tout le pouvoir aux assemblées !"

À Madrid, la manifestation s'est terminée par *la Neuvième symphonie* de Beethoven, interprétée par un groupe de musiciens au chômage. Cette initiative provoqua une émotion intense chez les participants. À la suite de quoi, une assemblée générale a commencé "pour débattre les points suivants : pourquoi sommes-nous là ? Comment entamer le changement global ?, Quelle évolution après ce 15-O ?". Cette assemblée a décidé d'occuper un hôtel abandonné pour que des familles expulsées puissent s'y installer. Le même genre d'initiative fut adopté à Barcelone dans un bâtiment vacant.

Pourquoi une Journée mondiale pour un "changement global" a-t-elle été convoquée?

La genèse de la Journée fut la suivante : à la suite des manifestations du 19 juillet, l'Assemblée de Puerta del Sol à Madrid décida d'appeler à une Journée mondiale de lutte. Ceci reflétait un authentique sentiment internationaliste étant donné que cela coïncidait avec des manifestations de solidarité avec la Grèce. A Madrid, on scandait : "Résiste, Athènes ! Madrid se soulève !" L'accord de l'Assemblée paraissait ne pas se concrétiser, mais lors des Journées des 24-25 juillet, une Assemblée d'extension internationale a eu lieu à laquelle des éléments de différents pays ont assisté : des Français, des Belges, des Grecs, des Israéliens, des Anglais… mais aussi des étudiants de différentes nationalités présents en Espagne dans le cadre du programme Erasmus. Ce groupe d'extension internationale a pris contact avec de nombreux pays et a reçu le soutien des Indignés de Grèce et d'Israël. Depuis la fin août, DRY, pour ATTAC, paraît avoir pris le contrôle de l'initiative et, de fait, l'appel est dirigé "contre les banques" et non pas contre le capitalisme. On y quémande une "véritable démocratie", que "les peuples possèdent la souveraineté" et tout cela est articulé autour d'une coquille vide : le fameux "changement global". On peut dire qu'il y avait une dynamique vers la recherche de l'extension internationale, mais celle-ci – du moins momentanément – a été contrôlée et dévoyée vers des thèmes dépourvus de perspectives.

Quel bilan pouvons-nous en tirer ?

Il est clair que le triomphalisme manifesté par DRY, en parlant à la fin des manifs en Espagne de "la première manifestation mondiale de l'histoire" et du "grand succès", voulait insuffler de l'euphorie sur un "triomphe" obtenu sur un faux terrain : celui de la "lutte contre les banques, pour une démocratie réelle" et non pas contre le capitalisme. Il s'agit bien là d'une fausse réponse, mais il faut rappeler que les préoccupations et l'inquiétude sont bien réelles : la plupart des travailleurs perçoivent, encore confusément, que nous assistons à un phénomène historique aux dimensions gigantesques. Il n'est pas exagéré de dire que le capitalisme est en train de vivre la pire crise économique de son histoire et ceci fait planer des doutes profonds sur l'avenir qu'il nous offre. Contre cette inquiétude générale et le germe d'internationalisme que l'on a vu poindre timidement à Madrid, la bourgeoisie a réussi à opposer une mobilisation sur le terrain empoisonné de la démocratie, mais aussi dans la lutte contre une partie du capitalisme préalablement diabolisée : les banques.

En septembre, l'exacerbation extrême de la crise pendant l'été et l'incroyable rafale d'attaques qui pleuvent sur les travailleurs ont rendu la confrontation inévitable. Les manifestations du 15-O ont fait ressortir les réserves importantes de combativité que la classe renferme. Elles ont montré que l'envie de s'unir, l'indignation et la volonté de lutter, sont intactes. Cependant, il est important de remarquer que ce processus, qui à terme devra aboutir à une confrontation avec les forces de la bourgeoisie, n'en est qu'à ses débuts.

Même si tout cela est révélateur des potentialités du mouvement, il faut rester lucide : d'un côté, le mouvement a suscité beaucoup de sympathie à Madrid, avec plus de 40 000 participants à la dernière manifestation de solidarité explicite avec les enseignants en grève ; mais la sympathie a été principalement canalisée vers le piège de "la défense de l'enseignement public contre la privatisation", ce qui isole considérablement la lutte et, au final, l'affaiblit. Il y a quelque chose de plus évident encore : alors que les coupes sombres dans l'enseignement, la santé et le secteur social se sont généralisées à tout le pays, aucun mouvement de solidarité n'a été suscité dans le reste de l'Espagne et les tentatives pour mettre en avant cette question dans les assemblées du 15-M ont été vouées à l'échec ou sont tombées dans "la préparation d'une grève générale". Même phénomène avec les occupations d'hôpitaux et de centres de santé à Barcelone : s'il est vrai qu'elles ont suscité une certaine solidarité au niveau local – et on a pu voir des actions conjointes entre le personnel sanitaire et les usagers –, aucune solidarité n'est apparue dans le reste de l'Espagne, laissant isolés les participant à la lutte.

Tout cela révèle les difficultés et la position de faiblesse dont souffre encore la classe exploitée malgré les progrès indiscutables qu'elle est en train de réaliser. Au niveau mondial, il est clair que cette dynamique n'est pas encore homogène dans la mobilisation. Mais s'il n'y a effectivement pas une situation de simultanéité des luttes, nous ne devons pas sous-estimer l'inquiétude et la réflexion qui parcourent ce mouvement. Il faut ne pas perdre de vue la "spécificité" du 15-M : ce ne fut pas à proprement parler une lutte directe, en réponse à une attaque particulière de la classe capitaliste. Il s'agit en fait d'une première expression massive d'indignation avec, simultanément, une réelle avancée vers le terrain collectif, le débat fraternel, la solidarité et la créativité des masses.

Acción Proletaria
(22 octobre)



Journée de grève en An

La combativité ouvrière stérilis

"*Grève historique de la fonction publique britannique*", les médias sont unanimes, le mouvement de grève du 30 novembre qui a rassemblé dans les rues près de 2 millions de personnes en Angleterre a connu un taux de participation record. Les écoles, les hôpitaux, les services municipaux, tout a tourné au ralenti durant 24 heures. Du jamais vu depuis les années 1970 ! La massivité de cette grève révèle l'ampleur de la colère qui anime les rangs de la classe ouvrière outre-Manche. Depuis 40 ans, les travailleurs vivant en Grande-Bretagne subissent presque sans mot dire une dégradation continue et intolérable de leurs conditions de vie. Cette passivité est la conséquence de l'écrasement de la combativité ouvrière sous la botte de Margaret Thatcher. Mais aujourd'hui, c'en est trop. Les coups de boutoirs de la crise, les attaques incessantes font exploser la colère. Depuis quelques années maintenant, des grèves et mouvement éclatent ainsi régulièrement. Les syndicats ont parfaitement conscience de cette situation. Ils veulent à tout prix éviter que les travailleurs n'entrent en lutte spontanément, hors de leur contrôle et de leur encadrement. La journée du 30 novembre a donc eu pour but de "lâcher de la vapeur pour éviter que la cocotte minute n'explose". Dans de très nombreux pays, les syndicats utilisent d'ailleurs cette technique de faire se succéder les journées d'action les unes aux autres pour que la colère s'exprime de façon stérile, pour décourager et épuiser les plus combatifs.

Nous publions ci-dessous un tract que nos camarades vivant en Angleterre ont réalisé et distribué les jours précédents cette manifestation comme le jour-même au sein du cortège pour encourager la prise en mains des luttes par les travailleurs eux-mêmes.

Tract de *World Revolution* (organe du CCI en Grande-Bretagne)

Le début de la lutte ou juste un autre geste symbolique ?

Les syndicats prédisent deux ou trois millions de travailleurs en grève le 30 novembre, ceux de l'éducation, de la santé, du secteur public, des services civils, et plus encore. La préoccupation principale de la grève : l'avenir des retraites du secteur public, est un problème très réel car nous sommes tous appelés à travailler plus longtemps et à payer plus pour toucher moins de retraite. Et ce n'est que le début. En Grèce, les retraites existantes sont déjà amputées. La logique de ce système est de nous faire travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Mais les pensions ne sont pas le seul problème et ce n'est pas non plus le seul secteur public qui est concerné. Le chômage monte en flèche : selon les derniers chiffres, il touche 20 % des jeunes. En fait, de plus en plus de jeunes travaillent pour pratiquement rien alors qu'il devient de plus en plus coûteux d'aller à l'université.

Les plans d'austérité du gouvernement prévoient des réductions dans toutes sortes de prestations sociales, et les salaires sont également l'objet d'attaques. Par exemple, les électriciens sont en lutte contre les nouveaux contrats de l'industrie du bâtiment impliquant une réduction de 30 % de leur rémunération.

Tout cela est le produit d'une crise économique qui n'a pas simplement commencé en 2007, qui n'a pas été provoquée par des banquiers cupides ou par des Grecs paresseux. C'est le point culminant d'une crise historique mondiale du système capitaliste ! La dépression d'aujourd'hui qui va en s'approfondissant est le retour de la même crise sous-jacente qui a éclaté dans les années 1930. Et les dirigeants de ce monde n'ont aucune solution à y apporter. S'ils prennent parti pour la "croissance", celle-ci les plonge plus profondément dans l'endettement et l'inflation. S'ils prennent parti pour "l'austérité", ils réduisent encore plus la demande, puisque la crise est déjà le résultat de l'engorgement des marchés.

Comment se battre ?

La question qui se pose partout aux travailleurs, étudiants, retraités, et chômeurs n'est pas de savoir si nous devons résister. Si nous nous contentons d'accepter passivement ces attaques aujourd'hui, les patrons et l'Etat nous attaqueront encore plus brutalement demain. La question est de savoir comment riposter. Cette année, nous avons déjà eu deux grosses journées officielles d'action, le 26 mars et le 30 juin,

En Egypte et dans le Maghreb

Quel avenir pour les luttes ?

La misère croissante, les morsures brutales de la crise économique, le besoin de liberté face au règne de la terreur, l'indignation face à la corruption, continuent d'agiter un peu partout les populations révoltées, notamment en Egypte[1].

Après les grandes mobilisations des mois de janvier et février dernier, les occupations devenues permanentes et quotidiennes sur la place Tahrir du Caire se sont transformées en nouvelles démonstrations massives depuis le 18 novembre. Cette fois, c'est en grande partie l'armée et ses chefs qui sont dans le collimateur. Ces événements démontrent que si la colère demeure, c'est parce que, contrairement à ce que prétendaient la bourgeoisie et ses médias, il n'y a pas eu de "révolution" début 2011 mais un mouvement massif de contestation. Face à ce mouvement, la bourgeoisie est parvenue à imposer un simple changement de maître du pays : l'armée agit exactement comme Moubarak et rien n'a changé quant aux conditions d'exploitation et de répression pour la majorité de la population.

La bourgeoisie réprime dans le sang et calomnie les manifestants

Toutes les grandes villes égyptiennes ont de nouveau été touchées par la contagion du ras-le-bol vis-à-vis de la dégradation des conditions de vie et face à l'omniprésence de l'armée pour assurer le maintien de l'ordre. Le climat de confrontation est aussi présent à Alexandrie et Port-Saïd dans le Nord qu'au Caire ; des affrontements importants se sont produits au centre, à Suez et Qena, mais aussi dans le Sud à Assiout, Assouan, de même que vers l'Ouest à Marsa Matrouh. La répression a été brutale : 42 morts et environ 2000 blessés ont été officiellement recensés ! L'armée n'hésite pas à violenter les foules avec ses forces antiémeutes. Elle multiplie ses tirs et lance des gaz lacrymogènes particulièrement nocifs. Certaines victimes décèdent après inhalation et suffocation. Une partie du sale travail de répression est "sous-traitée" : des tireurs spécialisés embauchés et embusqués utilisent ainsi en toute impunité des balles réelles. De jeunes manifestants s'effondrent dans la rue suite aux tirs meurtriers de ce genre de mercenaires. La police, pour compenser les limites imposées par l'usage de balles en caoutchouc, n'hésite pas à tirer systématiquement en plein visage. Une vidéo accablante circule et provoque la colère des manifestants qui peuvent entendre les propos d'un flic "arracheur d'yeux" félicitant son collègue : "*Dans son œil ! C'est dans son œil ! Bravo, mon ami !*" (*L'express.fr*) Les manifestants qui se retrouvent avec un œil en moins sont devenus légion! A cela, il faut ajouter les arrestations sauvages et les tortures. Bien souvent, les militaires sont accompagnés de miliciens, "les baltaguis", utilisés en sous-main par le régime pour semer le désordre. Armés de barres de fer ou de gourdins, ils se chargent de mater plus ou moins discrètement les manifestants en essayant de les isoler. Ce sont eux par exemple qui, l'hiver dernier, avaient arraché et brûlé les tentes des opposants et qui avaient prêté main-forte pour de nombreuses arrestations (*LeMonde.fr*).

Contrairement à ce que les médias laissent entendre, les femmes, plus nombreuses aujourd'hui dans la foule des mécontents, sont souvent agressées sexuellement par les "forces de sécurité" et par exemple sont fréquemment contraintes à se soumettre à d'horribles humiliations comme les "examens de virginité". Elles sont généralement considérées et davantage respectées par les manifestants, bien que l'agression de quelques journalistes occidentales ait été instrumentalisée (comme celle de Caroline Sinz, journaliste de France 3, où de jeunes "civils" seraient impliqués). Ainsi, "*les débordements de Tahrir ne doivent pas faire oublier que, sur la place, un nouveau rapport s'établit entre hommes et femmes. Le simple fait que les deux sexes puissent dormir à proximité en plein air constitue une véritable nouveauté. Et les femmes se sont aussi saisies de cette liberté née sur la place. Elles sont parties prenantes de la lutte...*" (*Lepoint.fr*).

On laisse aussi entendre insidieusement que les occupants de Tahrir sont des "voyous" parce qu'ils se "moquent des élections" et risquent de "mettre en péril la transition démocratique". Ce sont ces mêmes médias qui, après avoir longtemps soutenu Moubarak et sa clique, ont soutenu et salué il y a quelques mois à peine le régime militaire qualifié de "libérateur", aujourd'hui décrié, en profitant des illusions sur l'armée dans la population !

Le rôle clé de l'armée pour la bourgeoisie égyptienne

Même si, à l'heure actuelle, l'armée s'est fortement discréditée, c'est surtout le CSFA (Conseil suprême des forces armées) et son chef Hussein Tantaoui qui sont visés. Ce dernier, ministre de la Défense pendant dix ans sous Moubarak, perçu comme un clone du dictateur, génère un vœu unanime des foules qui se résume ainsi : "Dégage !". Mais l'armée, soutien historique de Moubarak, est un solide rempart et continue de tenir l'ensemble des leviers de l'Etat. Elle n'a cessé de manoeuvrer pour assurer sa position avec le soutien de toutes les grandes puissances, et en particulier des Etats-Unis, car l'Egypte est une pièce maîtresse de contrôle de la situation au Moyen-Orient et un facteur de stabilité essentiel dans la stratégie impérialiste dans la région, notamment dans le conflit israélo-palestinien. En vantant un "retour de l'armée dans les casernes", la bourgeoisie parvient pour l'instant à mystifier sur l'essentiel. Non sans raisons, le quotidien *Al Akhbar* mettait en garde : "*La plus dangereuse chose qui puisse arriver est la détérioration de la relation entre le peuple et l'armée.*" En effet, l'armée n'a pas seulement un rôle politique majeur depuis l'arrivée au pouvoir de Nasser en 1954, constituant depuis un pilier essentiel et constant du pouvoir, elle détient aussi un rôle économique de premier plan, gérant directement nombre d'entreprises. En effet, depuis la défaite de la "guerre des 6 jours" contre Israël et surtout depuis les accords de Camp David en 1979, lorsque des dizaines de milliers de militaires ont été démobilisés, la bourgeoisie a encouragé et largement favorisé une partie de l'armée à se reconvertir en entrepreneurs, de crainte qu'elle ne représente une lourde charge supplémentaire sur le marché du travail où régnait déjà un chômage massif endémique. *"Elle a commencé par la production de matériel pour ses propres besoins : armement, accessoires et habillement puis, avec le temps, s'est lancée dans différentes industries civiles et a investi dans des exploitations agricoles, exemptées de taxes et d'impôts"* (*Libération* du 28/11/2011), investissant 30% de la production et irriguant tous les rouages de la bourgeoisie égyptienne. Ainsi, *"le CSFA peut être considéré comme le conseil d'administration d'un groupe industriel composé des sociétés possédées par l'institution* [militaire] *et gérées par des généraux à la retraite. Ces derniers sont aussi ultra-présents dans la haute administration : 21 des 29 gouvernorats du pays sont dirigés par d'anciens officiers de l'armée et de la sécurité"*, selon Ibrahim al-Sahari, représentant du Centre des études socialistes du Caire, qui ajoute *: "... on peut comprendre l'angoisse de l'armée face à l'insécurité et aux troubles sociaux qui se sont développés ces derniers mois. Il y a la crainte de la contagion des grèves à ses entreprises, où ses employés sont privés de tous droits sociaux et syndicaux tandis que toute protestation est considérée comme un crime de trahison"* (cité par *Libération* du 28/11). La poigne de fer avec laquelle elle dirige le pays révèle donc son vrai visage répressif.

Une détermination courageuse dont les limites interpellent le prolétariat des pays centraux

Si la poursuite de la répression et la protestation des "comités de familles de blessés" ont précipité la cristallisation et la colère contre l'armée, ce n'est pas seulement pour réclamer l'abandon du pouvoir par les militaires, plus de démocratie et des élections, mais face à l'aggravation de la situation économique et la misère noire qui poussent les manifestants dans la rue aujourd'hui. Avec le chômage massif, nourrir sa famille devient simplement de plus en plus difficile. Et c'est cette dimension sociale qu'occultent précisément les médias. On ne peut que saluer le courage et la détermination des manifestants qui font face avec leurs mains nues aux violences de l'Etat. Seuls les trottoirs éventrés servent de munitions, les pavés et débris étant utilisés comme projectiles pour se défendre contre des flics armés jusqu'aux dents. Les manifestants témoignent d'une grande volonté de s'organiser dans un élan collectif et spontané pour les besoins de la lutte. Ils sont obligés de s'organiser et de développer avec ingéniosité une véritable logistique face à la répression. Ainsi, des hôpitaux de fortune s'improvisent un peu partout sur la grande place, des chaînes humaines laissent passer les ambulances. Des scooters servent à transporter les blessés vers les premiers soins ou les centres de secours. Mais la situation n'est plus la même qu'au moment de la chute de Moubarak où le prolétariat avait joué un rôle déterminant, où l'extension rapide de grèves massives et le rejet de l'encadrement syndical avaient largement contribué à pousser les chefs militaires, sous la pression des États-Unis, à chasser l'ancien président égyptien du pouvoir. La situation est bien différente pour la classe ouvrière aujourd'hui. Ainsi, dès le mois d'avril, une des premières mesures prises par l'armée a été de durcir la législation *"contre les mouvements de grève susceptibles de perturber la production pour tout groupe ou secteur nuisant à l'économie nationale"* et poussé les syndicats à les encadrer plus étroitement. Cette loi prévoit un an de prison ferme et une amende de 80 000 dollars (dans un pays où le salaire minimum est de 50 euros !) pour les grévistes ou pour ceux qui inciteraient à la grève.

Ainsi, le recours à la grève est resté ces derniers jours très localisé, se limitant à des mouvements purement économiques face à des fermetures d'usines ou face à des salaires impayés. La mobilisation ouvrière n'a plus été en mesure de rejouer un rôle important comme force autonome dans le mouvement.

Si la poursuite du mouvement rejette le pouvoir de l'armée, il n'en demeure pas moins affaibli et perméable à beaucoup d'illusions. D'abord, parce qu'il en appelle à un gouvernement "civil démocratique", même si les Frères musulmans, voire les salafistes (les deux partis donnés en tête des législatives à travers le processus électoral), qui se savent aux portes d'un "gouvernement civil" de façade et sans réel pouvoir (dans la mesure où l'armée continuera d'assurer le réel pouvoir politique), se sont démarqués du mouvement de contestation et n'ont pas appelé aux rassemblements et aux manifestations pour négocier déjà leur avenir politique avec les militaires. Le mirage "d'élections libres", les premières depuis plus de 60 ans, semble en mesure de saper **momentanément** la colère. Cependant, même si elles sont réelles, ces illusions démocratiques ne sont pas aussi fortes que ce que la bourgeoisie voudrait nous le faire croire : en Tunisie, où on nous a vanté 86% de votants, il n'y a eu que 50% des électeurs potentiels inscrits sur les listes électorale. Il en est de même au Maroc où le taux de participation aux élections était de 45% et, en Egypte, où les chiffres sont restés plus flous (62% des inscrits mais 17 millions de votants sur 40).

Aujourd'hui les fractions gauchistes de tous les pays crient : "Tahrir nous montre le chemin !" comme s'il s'agissait de recopier ce modèle de lutte en tout point, partout, de l'Europe aux Amériques. Il s'agit là d'un piège tendu aux travailleurs. Car tout n'est pas à reprendre de ces luttes. Le courage, la détermination, le slogan désormais célèbre "Nous n'avons plus peur !", la volonté de se regrouper massivement sur les places pour vivre et lutter ensemble… constituent effectivement une source d'inspiration et d'espoirs inestimable. Mais il faut aussi, et peut être surtout, avoir conscience des limites de ce mouvement : les illusions démocratiques, nationalistes et religieuses, la faiblesse relative des travailleurs… Ces entraves sont liées au manque d'expérience révolutionnaire et historique de la classe ouvrière de cette région du monde. Les mouvements sociaux d'Egypte et de Tunisie ont apporté à la lutte internationale des exploités le maximum de ce qui leur était possible pour l'heure. Ils atteignent aujourd'hui leurs limites objectives. C'est aujourd'hui au prolétariat le plus expérimenté, vivant sur les terres du cœur historique du capitalisme, en particulier d'Europe, de porter plus loin le glaive du combat contre ce système inhumain. La mobilisation des Indignés en Espagne appartient à cette dynamique internationale indispensable. Elle a commencé à ouvrir de nouvelles perspectives avec ces assemblées générales ouvertes et autonomes, avec ces débats dont ont parfois émergé des interventions clairement internationalistes et dénonçant la mascarade de la démocratie bourgeoise. Seul un tel développement de la lutte contre la misère et les plans d'austérités draconiens dans les pays du cœur du capitalisme peut ouvrir de nouvelles perspectives aux exploités, non seulement d'Egypte mais aussi dans le reste du monde. C'est la condition indispensable pour offrir un avenir à l'humanité !

WH (1er décembre)

1) C'est évidemment le cas aussi en Syrie où le régime a tué plus de 4000 personnes (dont plus de 300 enfants) en réprimant dans le sang les manifestations depuis le mois de mars. Mais nous reviendrons sur la situation dans ce pays dans un autre article à paraître ultérieurement.

NGLETERRE

sée par les syndicats

mais ont-elles vraiment fait peur à nos dirigeants ? Le gouvernement a même suggéré que nous devrions faire une belle grève générale de 15 minutes, mais est-ce qu'un arrêt de travail de 24 heures, organisée du début à la fin par les appareils syndicaux, est un peu plus efficace ? En fait, ces gestes symboliques ont essentiellement pour effet de saper nos énergies et de nous faire sentir que nous avons perdu notre temps.

L'expérience de l'histoire a montré que la classe dirigeante ne commence à être sur ses gardes que lorsque la classe exploitée commence à prendre les choses en mains et à unir ses forces. Et l'expérience de cette dernière année a confirmé qu'il y a effectivement d'autres façons de se battre que de marcher du point A au point B, d'écouter les discours de quelques leaders connus, et de rentrer ensuite chez soi.

Partout dans le monde, du Caire à Barcelone, de New York à Londres, l'occupation et la défense des espaces publics, et l'organisation d'assemblées générales, ont montré la possibilité de moyens de lutte plus massifs et auto-organisés.

Au Royaume-Uni, les électriciens ont initié de nouvelles formes d'actions non-officielles, utilisant les manifestations pour appeler les autres travailleurs à rejoindre leurs grèves et tenant des discussions dans la rue ouvertes à tous. Ces mouvements soulignent la nécessité d'assemblées générales sur les lieux de travail, qui nous unissent par delà les divisions syndicales.

Le 30 novembre fournit une occasion pour les ouvriers qui viennent de nombreux secteurs différents de se rencontrer, de discuter et même de mettre en pratique les meilleures méthodes pour résister à l'offensive des patrons et de l'Etat . Mais nous avons besoin de rendre le débat aussi ouvert que possible, ce qui signifie qu'il faut rejeter les rassemblements passifs et, à leur place, organiser toutes sortes de réunions publiques où chacun peut s'exprimer. Et on ne peut pas tout concentrer sur une seule journée. Nous sommes confrontés à une période de crise prolongée, et donc à des assauts de plus en plus violents de nos conditions de vie et de travail. C'est pourquoi de nombreux travailleurs sont déjà sceptiques sur ce qui peut être obtenu le 30 novembre. Beaucoup d'autres, qui sont confrontés à des factures de plus en plus lourdes ou à la menace de licenciement, s'interrogent sur l'utilité des grèves et des occupations. Il est assez difficile de savoir comment résister quand votre entreprise est sur le point de couler. Le problème est multiplié des centaines de fois quand c'est l'ensemble des économies nationales qui semblent sombrer. Mais cela souligne que, non seulement nous devons trouver de meilleures façons de nous battre, mais que nous avons aussi besoin de développer une perspective à long terme. Le système capitaliste est à bout de souffle et ne peut nous offrir que la dépression, la guerre et le désastre écologique. Mais la classe ouvrière peut utiliser ses luttes pour devenir une véritable puissance sociale, pour développer sa compréhension politique du système actuel, et créer un avenir différent : une communauté mondiale où toute la production sera organisée pour les besoins humains et non pour les lois inhumaines du marché.

CCI (25 novembre)

Comment intervenir dans la lutte de classe ?

Cet été, certains militants d'*Internationalism*, organe du CCI aux Etats-Unis, et quelques révolutionnaires qui sympathisent avec notre organisation, sont intervenus ensemble dans la grève des ouvriers de Verizon (opérateur de téléphonie numéro un du secteur en Amérique et exploitant environ 45 000 salariés). Nos camarades, du CCI ou non, ont tous travaillé en étroite collaboration dès le début (de l'échange d'idées pour écrire un tract jusqu'à sa diffusion, en passant par les discussions avec les grévistes et la réflexion après cette intervention). C'est justement cette discussion qui a essayé de dresser un premier bilan de cette intervention collective que nous publions ci-dessous. La lecture de ces notes montre, de façon saisissante, comment de part et d'autre de l'Atlantique (et en vérité partout dans le monde), les mêmes interrogations et difficultés se posent dans la lutte. En particulier, nos camarades se sont confrontés à cette grande question : comment révéler l'impasse des méthodes syndicales sans déclencher une réaction épidermique chez ceux qui croient sincèrement lutter pour l'intérêt de tous en suivant les ordres et consignes de leurs centrales ?

Camarade H

Quand nous dénonçons les syndicats, cela peut vraiment être assimilé à une attaque que livre contre eux l'aile droite de la bourgeoisie. Il peut être difficile, pour des gens qui n'ont jamais entendu auparavant les syndicats être attaqués sur leur gauche, de faire la distinction. En fait, on finit souvent par dire la même chose que l'aile droite (les syndicats vous prennent de l'argent, mais ne font rien pour vous, ils ne font que défendre leurs propres intérêts, etc.). Peut-être, étant donné le rapport entre les classes aux Etats-Unis, devrions-nous donc moins insister sur notre attaque contre les syndicats – ou du moins ne pas en faire le cœur de notre intervention – et nous concentrer plutôt au développement des revendications de classe. Bien sûr, les syndicats vont les saboter, mais les travailleurs doivent peut-être apprendre cela au cours de la lutte. Il est possible qu'une dénonciation trop forte des syndicats ne puisse que renforcer la tendance à s'identifier à eux. Les ouvriers n'arrivent pas encore à voir la différence entre les syndicats et eux-mêmes. Quand ils entendent qu'il y a des attaques contre les syndicats, ils pensent qu'ils sont eux-mêmes attaqués. Peut-être qu'il n'y a pas de perspective immédiate aux Etats-Unis de prise en main de leurs luttes par les ouvriers ? En ce sens, le Wisconsin était peut-être une véritable exception et nous avons vu comment les syndicats y ont pris rapidement le contrôle de la situation. La chose la plus importante n'est-elle pas que les ouvriers soient réellement en train d'essayer de lutter, et nous devrions peut-être nous concentrer sur la volonté de lutter plutôt que sur la dénonciation des syndicats ? Cela ne veut pas dire qu'on donne un blanc-seing aux syndicats, mais on ne devrait pas donner l'impression que notre principal but est de détruire les syndicats.

Camarade A

Personnellement, j'ai eu un moment vraiment difficile pour comprendre comment intervenir de façon adéquate, de manière à ce que, d'un côté, cela aide, développe et favorise la conscience de classe et que d'un autre, cela ne soit pas vraiment une dénonciation des syndicats que la grande masse des travailleurs ne comprend pas encore. Je ne sais pas non plus comment les ouvriers peuvent être d'accord pour faire ce qu'on a dit avant sans se poser la question de pourquoi tout cela devrait être fait en dehors du cadre syndical. C'est une énigme à laquelle je suis toujours confronté sur mon lieu de travail, où beaucoup de collègues sont d'accord avec les idées et les propositions, mais finissent toujours par dire quelque chose comme : c'est bien, allons proposer cela aux syndicats… En dernière analyse, les travailleurs ont besoin de sentir qu'ils peuvent faire ce qui précède (développer la lutte, etc.) sans les syndicats. C'est ce sentiment d'impuissance, mais aussi cette reconnaissance d'une identité de classe encore inexistante, je pense, que la classe n'a pas encore surmonté et développé. Et cela, comme nous le savons, se produit dans les luttes elles-mêmes. Je me demande si le tract n'aurait pas eu un impact tout différent si les trois premiers paragraphes n'avaient pas été là du tout, ou s'ils avaient été écrits à la fin, après avoir présenté ce que les travailleurs pouvaient réellement faire dans de telles circonstances.

Camarade H

Tous ces questionnements et ces sentiments sont très justes. Je pense souvent, que notre intervention se réduit à la chose suivante : les ouvriers ont besoin de se rassembler pour décider par eux-mêmes ce qu'il faut faire. Au delà de quelques orientations très générales, et la plupart sur ce qu'il ne faut pas faire, nous ne pouvons pas réellement dire aux travailleurs ce qu'il faut faire, ou réellement comment lutter, en dehors de quelques leçons de base de l'histoire. C'est réellement une situation difficile pour toute la Gauche communiste. Les ouvriers doivent le trouver par eux-mêmes. En tant que telle, notre intervention apparaît souvent comme négative, c'est-à-dire : *"Nous ne savons pas exactement quelle est la réponse mais les syndicats ne l'ont sûrement pas, pourquoi n'allez-vous pas discuter entre vous de ce qu'il faut faire alors que les syndicats ne s'en occupent pas ?"* En même temps, les syndicats semblent avoir des réponses concrètes qui ne se dévoilent être des illusions que très lentement. Cela demandera du temps et de l'expérience pour que les ouvriers brisent l'étreinte du syndicat. En ce moment même, les tentatives absurdes d'éléments de la bourgeoisie de détruire les syndicats ne semblent que renforcer ce mythe syndical. Les syndicats sont capables de jouer la carte de la victimisation. Ce n'est pas le meilleur moment pour faire une intervention qui condamne les syndicats en des termes aussi austères. En Europe ou ailleurs, c'est peut-être une autre histoire. J'entends bien la frustration qu'éprouve A quand les travailleurs semblent être d'accord avec quelques-uns de nos concepts de base, mais pensent encore qu'ils peuvent les réaliser à travers le syndicat. C'est comme quand vous avez une liste de doléances contre la société et qu'un type quelconque en costume-cravate vous dit d'écrire à votre député. C'est comme s'ils ne comprenaient pas que le cadre que vous mettez est fondamentalement différent. De fait, ils ne comprennent vraiment pas. Ce n'est que l'expérience qui leur apprendra. Nous ne pouvons réellement qu'espérer avoir semé des germes de doute, le creuset d'un paradigme différent parmi les éléments les plus ouverts et qui pensent à plus long terme, de façon à préparer le terrain pour la prochaine lutte. Nous n'en sommes encore qu'à un tout premier stade du retour à la lutte, un retour qui ne balise que très lentement le terrain de classe.

Camarade J

J'ai énormément apprécié votre aide pour l'intervention. Je pense que j'ai appris beaucoup et j'ai aussi été surprise par l'ouverture à la discussion et encouragée par la solidarité qu'ont montrée les autres travailleurs. En même temps, je suis vraiment d'accord avec ce que dit H. Pour le moment, les ouvriers pensent encore que "les syndicats se battent pour nous". Je pense que dix ans d'endoctrinement peuvent éroder ce que les ouvriers ont appris de la dernière grève, surtout quand la majeure partie de la classe ne lutte pas et que – bien que la solidarité ait été appréciée comme nous l'avons vu –, la classe ouvrière a encore peur et reste conservatrice dans toutes ses tentatives de se défendre. Tant qu'il n'y aura pas de luttes plus fréquentes, il y a probablement peu de chance que nous convainquions beaucoup de monde de notre position sur les syndicats. Cependant, nous pouvons sans doute convaincre les ouvriers du fait que :

- la crise ne mène nulle part et il y aura davantage de luttes dans le futur ;
- chaque travailleur mérite de jouer un rôle actif dans ces luttes et de discuter de ce que sont exactement les revendications, et de comment se battre pour elles ;
- d'autres travailleurs sont intéressés par notre lutte et veulent nous aider et on peut donc discuter avec eux aussi ;
- ce que font les syndicats ne marche pas à long terme et ce que nous devons faire avec ces lutte, c'est d'en discuter, en dehors de la boîte, avec d'autres ouvriers, discuter des luttes des autres ouvriers – pour construire une sorte d'identité de classe ;
- ce n'est pas tel ou tel patron mais le système capitaliste tout entier qui attaque, non seulement les ouvriers de Verizon mais la classe ouvrière toute entière et nous devons répondre en luttant en tant que classe.

Camarade A

Il y a un tas de choses que nous pouvons dire aux ouvriers et J en a cité quelques-unes ici, mais je suis d'accord avec le fait que nous ne devons pas mettre en avant la dénonciation des syndicats quand on va dans les piquets de grèves, dans les marches de protestation ou dans les manifestations et autres. Je ne pense pas que nous devions cacher ou mentir à propos de nos positions, mais ce ne doit pas être la première chose qui sorte de notre bouche. Ce ne devrait pas être en première ligne de notre tract. Pour la presse, c'est une autre histoire. L'audience est différente. Quand nous intervenons dans un piquet, nous allons vers les ouvriers ; quand quelqu'un achète un journal ou prend le temps d'aller sur le site, il prend l'initiative d'en savoir plus sur nos positions. En théorie, notre presse n'est lue que par les éléments les plus avancés de la classe alors qu'un tract est beaucoup plus largement distribué. Je suis d'accord avec J qu'à ce stade, il est probablement plus important d'intervenir sur la question de la crise, en mettant en avant la perspective marxiste qui dit qu'il n'y a pas de solution à cette pagaille au sein du capitalisme ; quoi que fassent les ouvriers dans les syndicats, ils ne vont pas au-delà de l'horizon des alternatives bourgeoises, qui ne sont en réalité pas du tout des alternatives. Les travailleurs ont besoin de voir que réformer le système n'est pas possible, qu'aucune fraction de la bourgeoisie n'a de réponse : le futur est sinistre sans leur action indépendante. En théorie, la remise en question de l'hégémonie syndicale devrait suivre.

Discussion répercutée par le CCI
(24 septembre 2011)

suite de la page 8

Narcotrafic et décomposition

rilla – menée à bien par l'armée et des groupes paramilitaires qui avaient carte blanche pour assassiner, séquestrer et torturer – fut financée par des fonds qui provenaient de la drogue. Certains projets, tel l'Opération Condor, qui se présentaient comme des actions destinées à lutter contre la production de drogue, étaient de fait des actions pour affronter la guérilla et protéger les champs de culture de pavot, de coca ou de cannabis. Selon la journaliste Anabel Hernandez [3], c'était l'armée et la police fédérale qui, en collaboration avec les groupes mafieux, contrôlait les opérations en rapport avec la drogue.

Le contrôle de la production et de la commercialisation des stupéfiants est alors sous le contrôle des Etats, ce qui comme nous l'avons vu est une constante, mais il apparaît un changement qualitatif qui s'exprime par une croissante indiscipline entre les différentes fractions de la bourgeoisie qui composent l'appareil d'Etat. Le développement de la guerre froide fut associé au Mexique avec le pouvoir monolithique du PRI, qui depuis sa fondation en 1929 se donne la fonction d'agglutiner les différents groupes qui composent la bourgeoisie mexicaine et qui se sont consolidés à partir de la guerre interne de 1910-20, créant ainsi la dénommée "famille révolutionnaire" rendue cohérente par la distribution de bénéfices et autres fragments de pouvoir ; la classe dominante peut ainsi assurer une "harmonieuse" unité et une discipline de fer. Mais l'effondrement du bloc de l'Est, rompant le schéma international d'alignement des diverses forces impérialistes, répète la fracture au sein de chaque Etat, avec bien sûr des nuances nationales. Dans le cas du Mexique, cette fracture s'exprime par une dispute au grand jour entre les fractions de la bourgeoisie nationale, rendant inévitables le changement de parti au pouvoir et la décentralisation : de sorte que les pouvoirs locaux, représentés par des gouverneurs d'Etats et des présidents municipaux, assurent le contrôle régional, s'associant au gré des intérêts avec les mafias rivales, faisant ainsi croître l'importance de ces bandes et exacerbant leurs affrontements.

Y a-t'il une issue à la décomposition capitaliste ?

L'accélération de la barbarie déchaînée par le narcotrafic et la "guerre" qui lui est associée se traduit par la mort et la souffrance pour la majorité, de hauts profits pour quelques-uns… c'est une des grandes horreurs qu'a engendrée le capitalisme. Toute la classe dominante est sans aucun doute impliquée dans ce conflit, et elle-même en subit les conséquences, mais elle sait cependant en transférer les pires effets vers les travailleurs et, qui plus est, utiliser ses conséquences pour assurer son contrôle. Nous voyons ainsi que les masses de population qui ont abandonné les territoires par crainte ou sous la menace directe sont toujours des masses d'exploités [4]. La bourgeoisie a profité de ce climat pour semer la terreur, paralyser tout mécontentement ou le dévoyer vers des ripostes désespérées.

Aveuglée par son monde mystifié, la bourgeoisie pense que ce problème peut se résoudre en rectifiant les politiques et les stratégies contre la drogue. Un exemple en est la "Global Comission on Drug Policy" qui, après avoir critiqué les politiques nord-américaines depuis les années 1970, propose de réviser et réformer la classification des drogues, pour pouvoir légitimer le contrôle de certaines et mieux contrôler leur production et distribution. D'autres propositions, venant aussi de secteurs non exploiteurs comme le Mouvement pour la paix ayant à sa tête Javier Sicilia [5], bien qu'étant une réelle expression du mécontentement et du rejet de la barbarie qui règne, n'expriment que le désespoir qui conduit vers des impasses. Sa déclaration du 4 juin (lors de la "caravane vers Ciudad Juarez"), le met en évidence, quand il affirme vouloir que son appel *"… parvienne au cœur de la classe politique, au cœur des criminels et qu'ils transforment leur vie en fonction de l'être humain au service de tous. Ils ont la possibilité de changer s'ils changent leur cœur…"*. De sorte que bien que sa douleur et sa colère soient indiscutablement réelles, comme le sont celles des gens qui accompagnent la caravane, cela n'aboutit qu'à faire confiance à cette même bourgeoisie pour semer l'illusion qu'elle pourrait résorber la pourriture engendrée par le système à travers des appels à la compassion.

La seule solution de la bourgeoisie pour limiter l'explosion de la barbarie est la consolidation d'une cohésion autour d'un des groupes mafieux et pouvoir ainsi marginaliser tous les autres. C'est ce qui se fit en Colombie pour diminuer les crimes et les attentats. La bourgeoisie, depuis son gouvernement, impulsa l'un des cartels parvenant ainsi à mieux contrôler la situation nationale… Mais ceci n'est pas une solution à la barbarie, c'est uniquement éloigner ses pires effets de l'une des régions pour la déchaîner dans d'autres pays. Dans le cas du Mexique, la bourgeoisie devra chercher à concilier les intérêts, mais plus on se rapproche de l'échéance électorale présidentielle de 2012 qui anime cette guerre, plus s'exacerbent les règlements de compte et la lutte "de tous contre tous", laissant présager une accélération majeure des violences et des meurtres.

De sorte qu'il est impossible d'espérer que la bourgeoisie trouve une solution à la décomposition qui progresse et ronge le système, seule l'action révolutionnaire de la classe ouvrière pourra mettre fin au cauchemar actuel. Le choix qui se trouve devant l'humanité est plus que jamais résumé par la phrase de Engels qui n'a jamais été aussi actuelle : "Socialisme ou barbarie !".

Tatlin, juin 2011

3) Anabel Hernandez, *Los Señores del narco* (les Seigneurs du narcotrafic), Editions Grijalbo, México, 2010.

4) Dans certains Etats du Nord comme Durango, Nuevo Leon et Tamaulipas, des zones entières sont totalement abandonnées, des "villes fantômes". Les paysans ont été obligés de fuir en liquidant leurs terres ou en les abandonnant purement et simplement. La situation des ouvriers est encore plus grave, dans la mesure où leur mobilité se voit restreinte par l'absence de recours financiers. Des groupes de bourgeois qui ont aussi été menacés par les mafias ont la possibilité de transférer leurs capitaux vers le Texas ou vers des Etats du centre du pays.

5) Javier Sicilia est un poète et journaliste de tendance sociale-chrétienne, dont le fils fut assassiné avec six autres jeunes par des tueurs liés à la drogue, tragédie qui motiva son appel à former un "Mouvement pour la paix". Ce mouvement parcourt le pays en caravanes et a commencé des discussions avec le président Felipe Calderón et des gouverneurs d'Etats pour demander que s'achèvent les quadrillages militaires.

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale

1 an (11 numéros)	6 mois (6 n^os^)
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 20,5 €	10 €
PAR AVION DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple
Revue internationale

1 an (4 numéros)	6 mois (2 n^os^)
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 17 €	8,5 €
PAR AVION DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
FRANCE : 35 €	16 €
ETRANGER : 38 €	17 €
PAR AVION DOM/TOM : 38 €	17 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org*.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTIONS

Lyon : Dom, 15 ; Thierry, 15 ; L : 5 ; Jacques, 40 ; Axel, 20 ; Nadja, 40 ; Mehdi, 5
Marseille : Mireille, 100
Nantes : Leïla, 30
Lille : L, 3
Toulouse : H, 5 ; Ol, 95 ; Ra, 100 ; Ch, 50 ; Ev, 20 ; AM, 30 ; Chr, 5 ; JJ, 5 ; JC, 23

Total : 606 €

LISEZ



Revue Internationale

La catastrophe économique mondiale est inévitable

Mouvement des Indignés en Espagne, Grèce et Israël
De l'indignation à la préparation des combats de classe

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique (III)

Le syndicalisme-révolutionnaire en Allemagne (III)
La FVDG syndicaliste-révolutionnaire au cours de la Première Guerre mondiale

Décadence du capitalisme
Le boom d'après-guerre n'a pas renversé le cours du déclin du capitalisme

147

La Revue internationale *est également distribuée par les NMPP, trouvez les points de vente sur www.trouvezlapresse.com.*

RÉUNIONS PUBLIQUES

Mouvement des Indignés et des "Occupy" : quelle démocratie voulons-nous ?

Le mouvement des Indignés et des "Occupy" représente un jalon pour la lutte et pour la réflexion au sein de la classe ouvrière. Cette réflexion porte plus particulièrement sur la façon dont le mouvement social doit s'organiser en lien avec un rejet de toute l'hypocrisie qui entoure le fonctionnement de la démocratie parlementaire d'aujourd'hui. Nous vous proposons de prolonger cette réflexion à travers un débat autour de la question : en quoi la pratique des assemblées générales répond-elle au besoin d'une véritable démocratie pour les exploités en lutte ?

TOURS
le **samedi 10 décembre** à 16 h
9 place de la Tranchée
Thème: Qui est responsable de la crise économique ? Les financiers ou le capitalisme ?

TOULOUSE
le **samedi 21 janvier** à 15 h
Grande salle Castelbou
22 bis, rue Léonce-Castelbou
(dans la cour)
Métro B Compans-Caffarelli

NANTES
le **samedi 14 janvier** à 16 h
3 rue de l'Amiral-Duchaffault
(quartier Mellinet)

MARSEILLE
le **samedi 14 janvier** à 17 h
Association Milles Bâbords,
61 rue Consolât (métro Réformés)

LILLE
le **samedi 21 janvier** à 14 h 30
MRES, 23 rue Gosselet

LYON
le **samedi 21 janvier** à 17 h
CCO, 39 rue G.-Courteline
à Villeurbanne
(bus : 27, 37, 38, arrêt Antonins)

PARIS
le **samedi 4 février** à 15 h
CICP, 21 ter rue Voltaire
(métro Rue-des-Boulets),
11e arrondissement

PERMANENCES – VENTE DE LA PRESSE

Lyon

VENTE DE LA PRESSE
les **jeudis 15 décembre** et **12 janvier**, de 17 à 18 h
Métro Part-Dieu

PERMANENCE
les **samedis 10 décembre** et **4 février**, à 17 h
CCO, 39 rue G.-Courteline
à Villeurbanne
(bus : 27, 37, 38, arrêt Antonins)

Lille

VENTE DE LA PRESSE
le **mercredi 4 janvier**, de 11 h 30 à 12 h 30
Université Lille 1,
métro Cité-Scientifique
et le **dimanche 8 janvier**, de 11 h à 12 h
Marché de Wazemmes,
à l'angle des rues J.-Guesde et des Sarrazins

Marseille

VENTE DE LA PRESSE
le samedi 14 janvier, de 11 h 30 à 12 h 30
Marché de La Plaine,
place Jean-Jaurès
(face aux rues Ray et St-Michel)

Toulouse

VENTE DE LA PRESSE
le **dimanche 19 juin**, de 11 à 12 h
Marché aux Puces (pl. St-Sernin)

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción proletaria
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 – ESPAGNE

Internationalisme
BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism
PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo
Changement d'adresse postale : voir ci-contre.

Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale
CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie
P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution
BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution
AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale en Grande-Bretagne

Weltrevolution
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución mundial
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme
(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière
(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe
(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière
(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe
(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe
(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition
(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie
(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise
(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France
(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme
(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe
(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988
(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital
(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme
(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17
(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...
... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. • Imprimé sur les presses de l'Imprimerie 34, Toulouse • Directeur de la publication : D. Van Celst • N^o^ de Commission paritaire : 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

MEXIQUE

Narcotrafic et décomposition du capitalisme

Plus de 40 000 morts, un nombre incalculable d'actes barbares allant du viol à la torture systématique banalisés par le contexte de guerre civile, voilà le bilan de la guerre qu'a entrepris depuis décembre 2006 le gouvernement mexicain présidé par Felipe Calderón entre cette date et avril 2011. Une guerre "sale" où la population civile vit sous la terreur des mafias, de la police, de l'armée et des groupes paramilitaires d'assassins à la solde des uns ou des autres. Et bien que la bourgeoisie mexicaine ou américaine tentent de présenter ce problème comme une particularité locale étrangère au capitalisme, la réalité démontre que les drogue et les crimes qui s'y rattachent et se répandent sont issus, comme c'est le cas pour n'importe quelle guerre dans le système de concurrence capitaliste, de la tentative de gagner des marchés et de la difficulté qu'éprouve la classe dominante à mettre de l'ordre dans cette compétitivité. Cette perte de contrôle politique de la bourgeoisie provient de l'explosion des rapports sociaux dominants et met à jour brutalement la progression de la décomposition du système.

Il est vrai que le poids de la décomposition est plus écrasant dans les pays moins développés, dans la mesure où la bourgeoisie est moins à même de contrôler ses différences. C'est ainsi que dans des régions comme la Colombie, la Russie ou le Mexique, la mafia se fond dans les structures gouvernementales, de telle façon que chaque groupe mafieux est associé avec un secteur de la bourgeoisie, transformant les structures mêmes de l'État en champ de bataille, étendant ainsi la lutte de "tous contre tous" qui pourrit l'ambiance sociale.

Ceci ne signifie évidemment pas que les pays industrialisés sont protégés du processus de décomposition. Même si la bourgeoisie de ces pays peut encore, pour l'instant, reporter certains aspects de la décomposition vers la périphérie et relativement agir de façon plus concertée pour amortir ses conflits, elle n'est cependant pas exempte de cette tendance dominante. Et si le problème du narcotrafic n'est pas encore devenu dans ces pays une lourde tare, c'est sur d'autres aspects qu'avance ce même processus, le problème du terrorisme par exemple. Ce qu'il est important de dégager, c'est que la progression de la décomposition, bien que dominant l'ensemble du système capitaliste même si elle ne se présente pas de façon homogène à cause des conditions particulières, implique que ce qui se vit dans des pays comme le Mexique montre la perspective vers laquelle se dirige la planète toute entière.

C'est sans le moindre doute l'avancée de la barbarie dominant l'actualité qui, ajoutée à la paupérisation accélérée par la crise, fait que le capitalisme est synonyme de misère et de guerre.

L'avancée de la décomposition du capitalisme

Au début des années 1990, nous disions que *"parmi les caractéristiques majeures de la décomposition de la société capitaliste, il faut souligner la difficulté croissante de la bourgeoisie à contrôler l'évolution de la situation sur le plan politique"* (1). La raison en est la difficulté de la classe dominante à assurer son unité politique. Les diverses fractions qui divisent la bourgeoisie se confrontent non seulement sur le plan de la concurrence, mais aussi et surtout sur le plan politique et, dans les conditions actuelles où ont disparu les blocs, aucun "ennemi commun" ne vient permettre et justifier des alliances durables. Nous pouvons donc voir que l'Etat permet de rassembler contre la crise économique, mais ce n'est que sur des objectifs à court terme et même ainsi, l'accroissement de la concurrence provoqué par la crise fait que la dispersion des forces s'amplifie à son tour, poussant vers une lutte "de tous contre tous" et une indiscipline généralisée au niveau politique, empêchant que ne se perpétue l'ordre existant lors de la période de domination des blocs politiques qui se déterminèrent autour de la guerre froide.

L'entrée dans la décomposition ne s'est pas produite du jour au lendemain, une série de phénomènes propres à cette phase se retrouvent à des moments antérieurs du développement du capitalisme, mais c'est sans le moindre doute pendant la décadence du capitalisme qu'ils ont pris leur dimension majeure, et en particulier dans les dernières décades du XXe siècle, qu'ils sont devenus dominants. L'exemple du narcotrafic illustre parfaitement cette avancée.

Déjà pendant la période ascendante du capitalisme, au milieu du XIXe siècle, l'importance du commerce de certaines drogues comme l'opium a crée des difficultés politiques qui favorisaient certaines guerres, mais les Etats étaient alors directement engagés et la classe dominante ne présentait pas de divisions là-dessus pour autant. C'est ce qui permet à la "guerre de l'opium" – déchaînée essentiellement par l'Etat britannique – d'être une référence dans l'histoire du capitalisme sans pour autant devenir un phénomène qui domine cette étape.

L'importance de la drogue et la formation de groupes mafieux ayant toute une vie souterraine se développent dans la phase de décadence du capitalisme, même si elles ne prennent pas ses dimensions actuelles dès le début. Il est vrai que c'est dans les premières décennies du XXe siècle que la bourgeoisie tente de limiter et d'ajuster par des lois et des règlements la culture, la préparation et le trafic de certaines drogues, mais ce n'est alors que dans le but de mieux contrôler cette marchandise.

Il est donc faux de penser que la "filière de la drogue" serait une activité répudiée par la bourgeoisie et son État. C'est la même classe qui se charge d'étendre sa consommation et d'en profiter. La méthamphétamine, par exemple, est une drogue qui fut inventée au Japon en 1919, qui développa sa production durant la Seconde Guerre mondiale et fut utilisée, autant par les armées des pays alliés que par les Japonais, afin d'atrophier les capacités de conscience des soldats et d'exacerber leurs comportements violents.

Les États parviennent sans trop de problèmes à maintenir leur contrôle de la drogue jusqu'au trois-quarts du XXe siècle. Ainsi, pendant la guerre du Vietnam dans les années 60, quelques dérivés de la cocaïne furent essayés sur les chiens d'attaque, puis l'héroïne fut distribuée parmi les troupes pour atténuer la démoralisation et profiter en même temps de la férocité qu'elle réveille. Cette utilisation par l'Oncle Sam développe la demande de drogue, et le gouvernement américain y répond en impulsant la production dans les pays de la périphérie et en utilisant même ses propres laboratoires.

Même si l'effet de dégradation sociale commence à prendre des dimensions inquiétantes aux États-Unis, la bourgeoisie n'y prête pas grand cas… Le président Nixon a beau proclamer la "guerre à la drogue" en 1971, il sait très bien que le gros de la production et de sa commercialisation sont sous son contrôle et celui des États nationaux à sa botte.

Les États et le contrôle de la drogue

L'importance de la production et de la distribution de la drogue n'est pas encore significative quand le Mexique entre dans la seconde moitié du XXe siècle, mais déjà les instances gouvernementales la maintiennent sous un strict contrôle. Non seulement la police surveille et protège la mafia naissante (comme l'exemple de "Lola la Chata", célèbre pourvoyeuse de drogue dans les années 1940 dans la ville de Mexico, qui maintint son monopole grâce à la protection de la police), mais les structures de l'Etat se confondent bien souvent avec celles des mafias. Un personnage comme Nazario Ortiz, par exemple, gouverneur de Coahuila (province du Nord du Mexique) et fondateur du Parti national révolutionnaire (2), secrétaire de l'Agriculture sous le gouvernement de Miguel Alemán (1946-52), profita largement de son investiture pour exercer librement la distribution de l'opium. La propre Direction fédérale de sécurité (DFS), chargée d'exercer les fonctions de "police politique" (c'est-à-dire la surveillance et l'extermination de la dissidence) est commandée par des militaires dont l'activité personnelle (obtenue comme prébende) est le négoce de la drogue.

Pendant les années 1980, c'est l'Etat américain qui anime une fois de plus le développement de la production et de la consommation de drogue. A partir du cas "Iran-contras" (1986), il apparaît que le gouvernement de Ronald Reagan, lorsqu'il fut confronté à une limitation du budget destiné à appuyer les groupes militaires d'opposition au gouvernement du Nicaragua (connus sous le nom de "contras"), utilise des fonds provenant de la vente d'armes en Iran mais, surtout, provenant du marché de la drogue (à travers la CIA et la DEA). Dans cet imbroglio, le gouvernement des Etats-Unis pousse les mafias colombiennes à amplifier leur production, et assure le soutien militaire et logistique aux gouvernements du Panama, du Mexique, du Honduras, du Salvador, de la Colombie et du Guatemala pour que la marchandise si convoitée puisse passer librement. La propre bourgeoisie américaine, pour "élargir le marché", produit des dérivés de la cocaïne qui non seulement sont meilleur marché et donc plus faciles à commercialiser, mais sont en outre bien plus destructeurs.

Cette même pratique que le parrain américain utilise pour obtenir des fonds lui permettant de financer des aventures putschistes se répète en Amérique latine pour mener à son terme la lutte contre la guérilla. Au Mexique, la dite "guerre sale", c'est-à-dire la guerre d'extermination que mène l'Etat pendant les années 1970-80 contre la gué-

(suite page 6)

1) "La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme", *Revue internationale* n° 62, juin-septembre 1990. http://fr.internationalism.org/rinte62/decompo.htm

2) Le PNR fut fondé en 1929 sous le commandement du général Plutarco Elias Calles, puis changera son nom par Parti de la Révolution mexicaine (PRM) et enfin par Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), se maintenant comme parti gouvernant sous ses différentes appellations de 1929 jusqu'en 2000.

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.